

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 20 New York : tel : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 14 - 21 aout 2024

CNN : DÉBUT DE SIGNE DE VIE DANS DES QUARTIERS À PORT-AU-PRINCE Mais les gangs armés intensifient leurs attaques

Quels cartiers ont visité les journalistes de ce média américain ?

Par Léo Joseph

Un débat risque d'être lancé autour de la situation sécuritaire, présentement à Port-au-Prince, suite à la publication d'un article fleuve présenté par trois journalistes de média américain CNN, faisant croire que la vie commence à reprendre son train normal. Alors que ces derniers jours ont été ponctués d'actes criminels perpétrés contre la population et

Signé Caitlin Stephen Hu, Larry Madowo et Evelio Contreras, Exclusif, l'article publié sous le titre « Exclusif : La mission étrangère chargée de lutter contre les gangs en Haïti », porte la date du 10 août et commence ainsi : « Certaines parties de Port-au-Prince montrent à nouveau des signes de vie : Sur le boulevard Toussaint Louverture, autrefois désolé, on pouvait voir un jeune couple s'étreindre un après-midi

récent. Au bout de la rue, un groupe d'hommes dansait au son de la chanson " One Love " de Bob Marley ».

Il semble que le principal objectif de ce document soit d'établir le retour progressive à la normale, à la faveur du déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti (MMAS), c'est pourquoi les auteurs enchaînent avec ces phrase : « Il y a quelques mois, il était

l'arrivée, fin juin, d'une force de police étrangère connue sous le nom de mission multinationale

Nouvelles attaques meurtrières des criminels

LE CPT ET LE GOUVERNEMENT PATAUGE DANS LA CORRUPTION

Le dénonciateur à la BNC révoqué

Le 3 conseillers-présidents toujours en poste

la Police nationale d'Haïti (PNH). Et en même temps que les forces de l'ordre, y compris la Mission multinationale d'appui à la sécurité, en Haïti, (MMAS) peinent à se mobiliser contre les criminels, qui n'ont montré aucun signe de mettre bas les armes.

Par Léo Joseph

Le bras de fer entre le dénonciateur de corruption au plus haut niveau de l'État et les trois conseillers présidentiels intérimaires accusés de faire des demande de pot de vin s'est soldé par la victoi-



Le Premier ministre Garry Conille sur la selette ?

re des corrompus. Le Premier ministre intérimaire, qui dit avoir

inconcevable de marcher sur cette artère principale de la capitale haïtienne : une alliance de gangs se déchaînait, kidnappant des civils, bloquant les livraisons de nourriture et d'eau, et affrontant la police nationale haïtienne quartier par quartier. Depuis

lancé l'offensive contre ce crime, n'en est pas allé de main morte, dans sa décision. Faut-il y voir, une situation de qui se ressemble s'assemble ?

En effet, une équipe de trois

Suite en page 9



Une classe en session à l'Institut Monfort.

d'appui à la sécurité (MMAS), les attaques criminelles ont ralenti»..

Ces trois journalistes du CNN ne sont pas compétents pour informer objectivement sur la situation

La réalité sur le terrain :

Suite en page 6

HAPPENINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

A temporary pause to Haiti's brain drain

Haitians benefitting from President Biden's "Humane Parole"



President Joe Biden

immigration program were forbidden, August 3rd, to board flights at the Port-au-Prince international airport to go to the United States, as has been happen

ing since the program was inaugurated in October 2022, first with Venezuelans in mind, and expanded to three other countries: Haiti, Cuba, and Nicaragua.

That was due to a decision announced August 2nd, by the Biden administration, with Homeland Security making a declaration that there is a "pause," pending an investigation into possible fraud in the program that allows beneficiaries to spend at least two years working in the U.S.

Though the program was first established to help Venezuelans, Haitians benefited more than citizens of the three other participating countries. Up to the end of last June, half a million entered

Continued to page 7

YOURI LATORTUE ET LA JUSTICE AMÉRICAINE

Il est temps de revisiter le dossier du Bateau sucré

Un agenda suspect des agents de la DEA déployés en Haïti

Par Léo Joseph

Dans les pays du monde, les acteurs politiques peuvent sombrer dans la démesure ou se laisser entraîner à des dérives incon-

trôlables quand ceux qui les surveillent laissent agir leurs caprices. À cet égard, la part du lion de la plus importante cargaison de stupéfiants jamais importée, en Haïti, d'Amérique du Sud,

a disparu dans la nature. À la vue et au su de tout le monde, y compris de ceux des agents de la Drug Enforcement Administration (DEA) installés en Haïti, il

Suite en page 3

YOURI LATORTUE AND AMERICAN JUSTICE

Time to revisit the "Sugared Boat" dossier

A suspicious agenda for DEA agents deployed in Haiti

By Léo Joseph

In countries all over the world, political actors can descend into excess or allow themselves to be drawn into uncontrollable excess-

es when those who oversee them let their whims take over. In this respect, the lion's share of the largest shipment of narcotics ever imported into Haiti from South America has disappeared into

thin air. In full view of everyone, including the Drug Enforcement Administration (DEA) agents based in Haiti, it seems that the

Continued to page 7

Tournée internationale sur le réchauffement climatique et le changement climatique

L'initiateur de ce projet, Odson Charlot, présente cette tournée internationale sur le phénomène climatique comme une initiative innovante qui réunit des artistes de divers secteurs cul-



Odson Charlot, artiste peintre, promoteur et entrepreneur (né en Haïti)

turels du monde, dans le cadre d'une mission visant la sensibilisation aux enjeux mondiaux, avec un accent particulier sur le changement et le réchauffement climatique.

Le projet est né de la nécessité d'élargir la discussion sur le réchauffement climatique et le changement climatique, une tâche auparavant réservée aux

dirigeants mondiaux, représentés au sein de l'Organisation des Nations unies (ONU). Dans l'objectif de toucher un public global, M. Odson Charlot cherche à mobiliser un soutien planétaire pour mieux lutter contre le phénomène du réchauffement climatique, en utilisant l'art, dans le but d'éduquer, de motiver et de sensibiliser le monde aux différents aspects liés à cette manifestation.

L'auteur met en évidence la relation existante entre l'art et le réchauffement climatique, insistant sur le rôle des artistes dans l'histoire de l'humanité, de la représentation des événements historiques, par rapport à l'engagement dans les mouvements sociaux. Il soutient que l'art a le pouvoir de stimuler l'introspection globale et de promouvoir les idéaux d'amour et de protection de la planète.

Dans la vision d'Odson Charlot de cette initiative, diverses formes d'activités se croisent et s'unissent comme, par exemple: la peinture, l'écriture et la musique. Le projet prévoit également la promotion d'une tournée internatio-

nale, qui servira de vitrine aux œuvres d'artistes de renom, dans des espaces sélectionnés à travers le monde. L'initiateur du projet s'évertue à souligner l'importance de l'éducation environnementale et de la sensibilisation aux problèmes environnementaux, notamment la pollution, la déforestation et d'autres effets du réchauffement climatique sur la vie et l'environnement.

M. Charlot conclut que l'art peut jouer un rôle essentiel dans la sensibilisation des peuples à la lutte contre les impacts du changement climatique, soulignant en même temps l'urgence d'agir et de s'unir à cette fin, en sus de prévenir et réduire les effets catastrophiques de la crise climatique mondiale, soulignant l'impératif de la solidarité humaine et d'engagement de préserver notre planète terre.

Aussi, à l'analyse, des rétrospectives historiques et aux calamités environnementales causés par des activités humaines, telles que la pollution, la déforestation pour en citer que cela, Odson Charlot, un citoyen engagé, ne voit d'autre alternative qu'entraîner les ha-

bitant de cette planète dans cette démarche, qu'il estime incontournable si le genre humain pense pouvoir se passer de tels approches pour se coller avec ces défis environnementaux.

Présentations des acteurs et actrices qui forment le corps du projet

Tous les acteurs et actrices qui forment les corps de ce projet viennent de onze pays et de quatre continents.

Nous faisons appel à tous les Haïtiens, notamment ceux vivant en diaspora pour qu'ils fassent preuve de compréhension en appuyant ce projet dans toutes ses dimensions. Malgré les défis, sociaux, politiques et sécuritaires auxquels Haïti se trouve confronté, depuis quelques années, il n'arrête pas d'écrire de nouvelles pages d'histoire.

Dans une collection de trente-huit œuvres d'arts sur le thème climatique, par trente-huit peintres d'horizons divers, Haïti est représenté avec plus de 75 % de ces œuvres, dont 28 d'entre elles sont peintes par de grands noms haïtiens. Notre pays va faire enco-

re histoire en faisant son entrée dans un musée avec la majorité de ces œuvres, ayant le potentiel de se signaler de manière exceptionnelle dans l'histoire de l'art et de la peinture dans le monde.

NOTEZ BIEN

Toutes les œuvres, les photos des peintres, ainsi que leurs biographies sont publiées dans le livre du projet. Nous invitons tous à acheter ce livre virtuel, à titre d'encouragement du projet. Il est immédiatement disponible en quatre langues, dont : l'anglais, le français, le portugais et l'espagnol.

The book in English in Amazon;

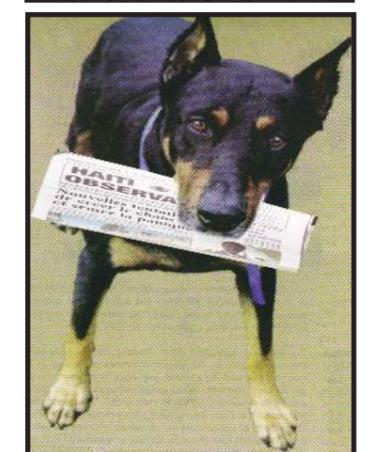
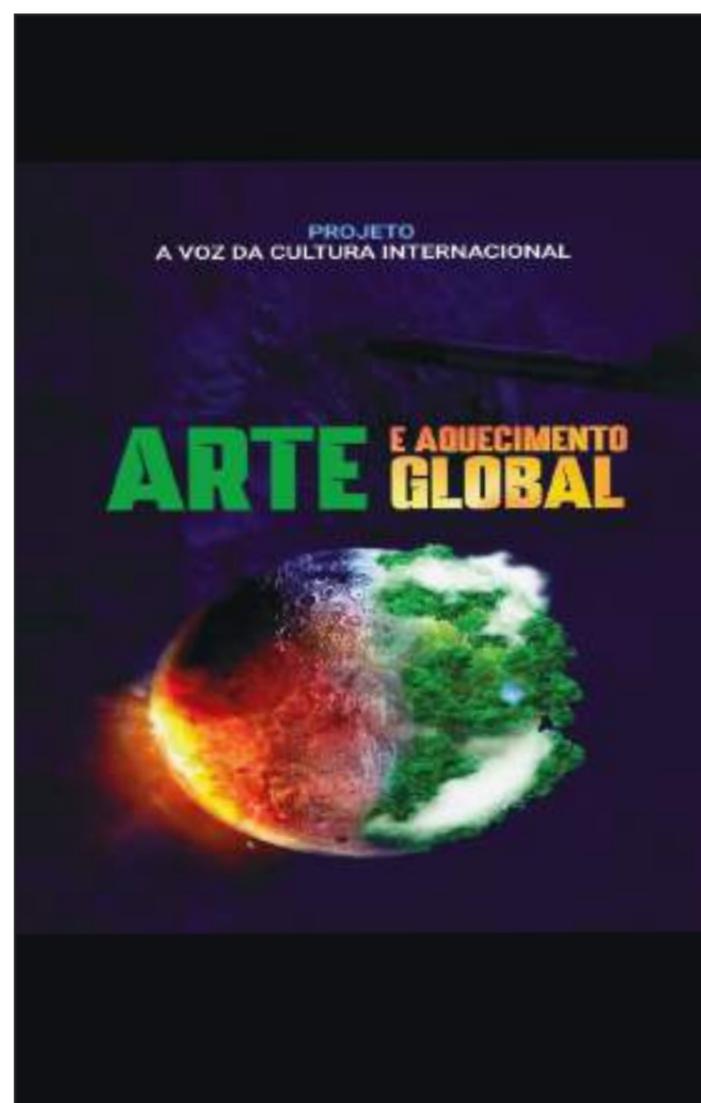
Le livre en français à Amazon ;

O livro em português a Amazon

El libro en español en Amazon.

SPONSORS : Les entreprises qui souhaitent associer leurs marques à cette initiative peuvent appuyer via

CORRESPONDENCE : Adressez vos communications à l'adresse électronique suivante :
lavoixdeculture@gmail.com
Téléphone via WhatsApp : +5512 98297 6653.
Pour faire un don copiez le code QR



2nd. YOURI LATORTUE ET LA JUSTICE AMÉRICAINE

Il est temps de revisiter le dossier du Bateau sucré

Un agenda suspect des agents de la DEA déployés en Haïti

Suite de la page 1

semble que les hommes, qui avaient la responsabilité de veiller au grain, se soient donné d'autres chats à fouetter. Car, à la barbe même des agents américains, à peine quelques dizaines de kilos des centaines de drogue, que transportait le MS Manzanares, battant pavillon panaméen, ont été récupérés par les autorités.

À la lumière des accusations que les dirigeants américains font peser sur l'ex-sénateur Youri Latortue, l'associant au trafic de drogue, la manière dont il a été traité attire l'attention sur la pratique, souvent draconienne, des dirigeants des États-Unis, notamment ceux de la Justice.

En effet, M. Latortue et d'autres hommes politiques et d'affaires haïtiens ont été frappés de sanctions par les États-Unis et le Canada, qui les ont ajoutés à la liste des personnes censurées par les Nations Unies, les deux pays refusant catégoriquement de fournir les preuves sur lesquelles sont basés leurs jugements. En dépit du fait que les accusés ont protesté avec véhémence contre leurs accusations de financement et d'armement des gangs ou de trafic de drogues, la Justice de ces deux pays a souverainement ignoré leurs protestations. Une attitude jugée illégale et injustement intraitable, car aucune cour de justice n'a préalablement prononcé leur culpabilité. Clamant son innocence, Youri Latortue a produit un recours à l'ONU, par le biais de son avocat. Satisfaite des arguments présentés, l'Organisation mondiale a immédiatement supprimé l'ancien sénateur de la liste infâme. N'ayant pas réussi à déterminer celle-ci à garder l'intéressé sous le coup de sa condamnation, le gouvernement américain a orienté différemment ses sanctions sur Youri Latortue en l'associant au trafic de drogues.

Accusations politiques motivées

Youri Latortue avait, dès le départ, soutenu que les accusations portées contre lui étaient politiquement motivées. Le fait de refuser de produire les preuves de leur conviction lui donne raison. Car les décisions de justice, généralement basées sur des faits, sont aisément disponibles. Dans le cas de l'ex-sénateur, dont les atouts politiques font de lui le rival numéro un de l'équipe politique appuyée par les Américains et

leurs alliés, il importe de l'éliminer, de l'annuler sur la scène politique. Dans cet ordre d'idées, Ariel Henry, l'ex-poulain de la communauté internationale, jusqu'à ce qu'il soit tombé en disgrâce, au mois de mars dernier, n'est pas étranger aux dénonciations dont est victime Latortue. Surtout que celles-ci sentent l'environnement politique de secteurs proches du Dr Henry, notamment les hommes et femmes politiques ayant des comptes à régler avec lui. Le fait par les accusateurs de Youri Latortue de refuser systématiquement de fournir les preuves demandées semble indiquer qu'elles ont été fournies par des tiers, et dont l'authenticité est en doute.

En effet, président du Sénat de la République, Youri Latortue avait lancé une enquête, dans le cadre de la campagne anti-corruption de cette institution, dans laquelle plusieurs hauts fonctionnaires d'alors, y compris des présidents, des Premiers ministres et ministres, avaient été dénoncés dans la dilapidation du Fonds PetroCaribe; de détournements de ressources publiques; ou encore d'usurpation de fonction, comme c'était le cas pour l'ex-première dame, Martine Joseph Moï se, dans le contrat avec la société allemande « Dermalog », qu'elle avait signé sans aucun titre l'autorisant à jouer ce rôle.

Mais, il est curieux de constater que l'unique référence liant M. Latortue au commerce illégal de drogue se retrouve dans un livre d'inspiration Laurent Salvador Lamothe, ex-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et de la Coopération externe de Joseph Michel Martelly. « Il s'agit de *Les Dossiers Zombie* » écrit par Max Kail, un fonctionnaire de l'ONU, qui était basé en Haïti. D'aucuns attribuent le financement de ce livre au secteur proche de Martelly-Lamothe.

Pour commencer, il faut découvrir, très tôt, que l'auteur de cet ouvrage ne porte pas Youri Latortue dans son cœur. Parlant des élections de 2010, en Haïti, et faisant référence à la candidate Mirlande Manigat, il écrit : « *Mais des allégations d'irrégularités ont retardé le second tour. Mirlande Manigat, une femme d'un certain âge, soutenue par Youri Latortue, était la candidate la mieux placée. Je ne savais pas grand-chose d'elle si ce n'est qu'elle ne semblait pas traîner de casseroles derrière elle. Mais une candidate*

soutenue par Youri Latortue et son entourage au parlement ne me semblait pas de très bon augure ».

Se donnant, à cœur joie, à énumérer les candidats au Parlement, il énumère ceux qu'il qualifie de principaux acteurs du trafic de stupéfiants, en ces termes : « *Tous les candidats aux élections législatives ou présidentielles bénéficiaient de l'immunité, ne serait-ce que parce qu'ils étaient candidats.*

« *Youri Latortue et son acolyte Garcia Delva étaient candidats aux sièges du Sénat de l'Artibonite. Joseph Wilot, qui contrôlait les pistes d'atterrissage (pas les pistes officielles qui avaient été approuvées par la 'Federal Aviation Agency') pour les avions à voilure fixe arrivant avec de la cocaïne du Plateau central du Venezuela, voulait à nouveau l'immunité. Joseph Lambert avait pour objectif de continuer à représenter le peuple de Jacmel. Ralph Féhière, un autre 'Ecuador Boy' avait pour objectif de garder le contrôle sur les ports du nord du pays, et Hervé Fourcand était devenu le nouveau baron de la drogue du sud et avait naturellement été choisi Sénateur pour cette zone. Il y avait beaucoup plus de candidats que d'immunités disponibles, mais on pouvait parier sans se tromper que les personnes citées allaient emporter la majorité nécessaire pour des élections réussies (...)* ».

Max Kail cite encore Youri Latortue en disant que, en transit, à Miami, il a fallu l'intervention de « son oncle » pour le libérer de la DEA.

Bras armé des USA contre le trafic de drogues, la DEA n'est pas sans partie pris

Les cartels de la drogue d'Amérique du Sud ayant fait de l'île d'Haïti un espace régulier de transfert de leurs cargaisons de drogues à destination d'Amérique du Nord, les Américains ont conclu un accord avec le gouvernement Préval, aux termes duquel une base de la *Drug Enforcement Administration* s'est implantée en Haïti. Les agents de celle-ci déployés dans le pays sont habilités à œuvrer, de concert avec l'Unité de lutte contre le trafic de drogues, à tous les niveaux. Aussi les opérations anti-drogue sont-elles menées en patrouilles mixtes d'agents haïtiens et américains, et les arrestations opérées en présence

de ces hommes de la DEA. Quand bien même les autorités haïtiennes auraient donné leur aval, pour que des dizaines de ressortissants haïtiens soient livrés à la Justice américaine, les agents américains affichent, assez souvent, leur partie pris, laissant courir leurs proches. En ce sens, la cargaison transportée par le « *Bateau sucré* » est révélatrice.

Rappelons que Marc Antoi ne Acra, de la maison Acra, par le truchement de la société NABATCO, avait commandé une cargaison de sucre de la Colombie. Parmi les sacs de sucre étaient dissimulés des sachets mixtes de cocaïne et d'héroïne évalués entre 800 et 1 000 kilos. À l'époque, le mercredi 15 avril 2015, la drogue, qui se trouvait à bord du Manzanares était évalué à USD 100 millions \$. Cette cargaison mixte de drogues et de sucre faisait attribuer le nom de « *Bateau sucré* » au MS Manzanares battant pavillon panaméen.

Accosté au Terminal Varoux, à Cité Soleil (à Port-au-Prince), le processus de débarquement du navire avait commencé avant l'arrivée des agents de la DEA au port. Une autre équipe de policiers dirigée par Dimitri Hérard, le commandant de l'Unité de sécurité du Palais national, avait précédé les agents américains et ceux de la Brigade anti-drogue haïtien. On peut alors imaginer qui avait pris possession de la marchandise défendue.

La manière dont la plus grande partie de la cargaison a été détournée donne une idée de l'identité de ses commanditaires. En tout cas, tout semble indiquer que son financement a été assuré par des secteurs officiels alliés au monde des affaires, capables de verser à l'avance la forte somme due aux fournisseurs.

La Justice haïtienne s'était impliquée nonchalamment dans le dossier, ayant inculpé Marc Antoine Acra, l'importateur de la cargaison de sucre ainsi que deux menu fretins. Sous le coup de la mise en accusation par le juge instructeur O. Berge, Acra s'était réfugié en République dominicaine. Il devait attendre la prestation de serment de Jovenel Moïse avant de retourner au pays. L'affaire s'est terminée en queue de poisson. On sait tout simplement que Marc Antoine Acra court librement et l'affaire « *Bateau sucré* » est définitivement enterrée. En raison de la mal gérance de ce dossier, la DEA n'a pu faire extradier qu'une seule personne pour être jugée aux États-Unis : Gregory George, un docker. Sa coopération avec la Justice américaine lui a valu l'« *indulgence* » du Tribunal, ayant écopé d'une année de réclusion. En sus de l'asile politique aux États-Unis, ayant prouvé le danger qu'il est susceptible d'encourir en Haïti. En prison, à Port-au-Prince, avant d'être extradé à Miami, il était

l'objet de menaces de mort.

La DEA a mal géré l'affaire du MS Manzanares

Le quotidien de la Floride, *The Miami Herald*, a, dans un article publié en 2022, rapporté qu'un avocat spécial américain accuse la DEA d'« *avoir mal géré* » l'affaire du MS Manzanares, une maladresse délibérément orchestrée par deux agents, en vue d'orienter la Justice, dans le sens de leurs intérêts personnels. Un représentant de la DEA, à la retraite, qui était déployé en Haïti quand s'était produit le scandale du « *Bateau sucré* », s'est retourné contre son patron, en devenant lanceur d'alerte, à l'encontre de son chef hiérarchique et d'un autre agent. Il s'insurge contre leur comportement parce que cela, dit-il, met à mal la DEA.

Citant l'avocat spécial américain Henry Kerner, l'article du *Miami Herald*, sous la plume de Jacqueline Charles, écrit : « *Puis que le gouvernement américain dépense des ressources pour que la DEA opère en Haïti, il incombe à l'agence d'être aussi efficace que possible dans sa mission d'interrompre le flux de drogues illégales vers les États-Unis* ».

Plus loin, rapporte encore ce même quotidien, concernant les prises de positions de M. Kerner, critiquant l'excuse de la DEA dont la surveillance du port s'est révélée inadéquate, la qualifiant d'« *aberrante* ». L'avocat spécial estime, en outre, que l'institution anti-drogue « *n'a pas expliqué objectivement sa destruction de drogues dans l'enquête sur le Manzanares* » ; la DEA n'a pas explicité non plus, dit-il, « *(...) pourquoi il y a eu un retard significatif dans la rupture de liens avec un fonctionnaire haïtien corrompu* ».

Cette situation donne parfaitement raison à Jean de La Fontaine, quand il dit : « *Selon que vous serez puissants ou misérables, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir* ». Dans l'affaire MS Manzanares, les agents de la DEA se moquent royalement de la lutte contre le trafic de drogue. Le système leur a permis d'orienter l'enquête dans le sens des intérêts autres que ceux de la Justice. En ce sens, Youri Latortue, champion de la lutte contre la corruption et l'impunité, au Sénat de la République, est victime de son œuvre patriotique.

Mis hors jeu, par la justice américaine, se faisant l'alliée du système politique corrompu prenant en otage l'administration publique haïtienne, ceux qui appauvrissent Haïti n'ont plus à craindre de rendre compte, devant la Justice pour leurs crimes. Mais, en même temps, finies les illusions de sérieux et de rectitude, trop longtemps entretenues, à propos de la DEA et la Justice américaine !

L.J.

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



Suite de la page 12

a Fédération haïtienne de football (FHF), en 2010, à lancer sa propre académie, et aussi le fait que le programme du Ministère n'incluait pas le football féminin. Nériia Mondésir faisait partie du programme du Ministère, à travers le Judo.

On ne le souligne pas assez, notre football féminin a dû compter sur le sacrifice des clubs et d'animateurs passionnés pour exister, faire du chemin et progresser, au point d'avoir toujours été l'un des meilleurs de notre région, malgré le fait, qu'en plus de 50 ans d'existence, le football féminin n'a jamais reçu aucun support, privé ou public, ayant pu progresser uniquement, grâce aux efforts des dirigeants et coaches des clubs de football féminin. Même Camp Nous, dans son fonctionnement, n'a jamais reçu aucune subvention, même après la signature d'un contrat prometteur et formel de subvention avec le président Michel Martelly.

Opération 2006

Chaque année le Ministère des Sports organisait des opérations de détection, à travers le pays, pour recruter une nouvelle promotion, dans les disciplines concernées. Par le biais du judo, Nériia était donc en formation à l'ENTS. Parallèlement, en 2010, la FHF lançait son programme d'élites ; les dirigeants du football se faisaient du souci sur le programme du Ministère des Sports, qui s'arrêtait à chaque fois que le Ministère changeait de titulaire, sans doute à cause du fait que les fonds n'étaient pas faciles à débloquer. En tout cas, profitant du vent de solidarité ayant suivi le terrible tremblement de terre de janvier 2010, le football lançait sa propre Académie Camps Nous. Nériia, de temps en temps, venait s'amuser et jouer au football avec les jeunes de cette institution, et c'est ainsi qu'on découvrait son talent. Sur les recommandations des formateurs du Centre, le président de la FHF, profitant d'un déplacement avec sa famille dans le Nord, approcha les parents de celle-ci, dans l'idée de l'intégrer au football, mais ce ne fut pas facile. Heureusement qu'une grande personnalité de la zone, le député Hugues Célestin, qui, sollicité, sut bien vite convaincre les parents. Eu voyage retour amena la future méga star, qui intégra donc, en août 2013, l'Académie Camp Nous.

Une vraie championne

Il y a quelques mois, la presse a annoncé un tournant dans le football féminin français, à savoir l'instauration de structures institutionnelles, en vue de l'instauration d'un vrai professionnalisme dans le football féminin, à l'instar de celui en vigueur pour les hommes, à travers la Ligue nationale de football (LNFP) coiffant le football professionnel chez les hommes. Cela va donc modifier les structures des clubs féminins exigeant donc davantage de ressources financières et d'investissement dans les clubs français féminins. Vers la même époque,



Montpellier. avec Nériia Mondésir s'impose largement contre Guingamp (4-1).

la direction de Montpellier, invoquant des contraintes financières, a annoncé des coupes dans le budget et une révision de sa section de football féminin.

Des lors donc, on a annoncé des décisions dans le sens d'une réduction, de coupe budgétaire, dans la section féminine du club cher à la famille Nicollin, propriétaire du club. Ceci constitue peut-être la raison du transfert de Nériia dans un club professionnel des États-Unis, dont la franchise est à Seattle. Les infos annoncent même des chiffres sur la transaction, environ USD 20 000 \$, somme qui est une pitance, une grappe d'ail ou « *kaka aram* », par rapport aux chiffres annoncés, ces derniers temps, dans le football féminin américain, d'autant que Nériia est une perle rare avec une solide référence : huit ans de professionnalisme irréprochables, disciplinée, régularité dans son niveau de jeu, rarement ou presque jamais blessée. Elle est donc une joueuse exemplaire. D'ailleurs, Montpellier l'a eue en octobre 2017, sans dépenser un centime, donc une

affaire en or pour un club.

Il reste que l'on attend beaucoup de cette première expérience, aux USA, car si au niveau masculin le foot professionnel est loin d'être une référence chez les féminines, c'est nettement différent et de loin. La FHF a toujours eu l'ambition de profiter de la proximité avec les USA pour faire avancer Haïti. On se rappelle que, en 2012, grâce à un coach américain Sheik Bokowski, le football haïtien avait lancé un prometteur projet d'installer une quarantaine de joueuses de la Sélection nationale féminine aux

la porte du soccer féminin US à de nombreuses jeunes Haïtiennes. Ce serait l'opportunité d'étudier et de préparer sa vie post-football. La grande frustration est que cette porte, qu'elle ouvre au jourd'hui, ne servira pas à grand-chose, vu qu'Haïti a fermé l'Académie Camp Nous et toutes les académies régionales, qui initiaient les milliers de jeunes, garçons et filles, de 6 à 12 ans, au football de haut niveau, pour faire d'Haïti un grand pays formateur et exportateur de joueurs et joueuses de football, apportant ainsi une contribution énorme au développement du pays.

Les USA sont, depuis, les débuts du football féminin dans le monde, la plus grande puissance dans ce secteur, avec le plus grand nombre de pratiquantes, donc de licenciées, détient le meilleur, et de loin le meilleur palmarès mondial, et ceci, malgré le fait que les structures disponibles aux États ne favorisent pas l'accès des jeunes au développement du football, contrairement aux sports majeurs, comme le basket, le base-ball, le foot américain, etc. C'est d'ailleurs pour essayer de faire bouger et élargir la base d'implantation du football que le président de la FIFA a lancé récemment un cri pour plus de facilités aux USA en faveur de la pratique du football, car trop de contraintes financières empêchent l'accession à la pratique et éliminer le *Pay For Play* et faciliter l'accès du football aux gens de toutes conditions, car les parents doivent tout payer (coach, terrain, transport, gym, matériels). Autrement dit, dépenser beaucoup pour faire pratiquer le football par leurs enfants.

Les USA sont donc le pays du monde où le football féminin est le plus développé. Ce n'est pas un hasard s'ils ont le plus grand nombre de licenciées (environ 1,5 million), le plus brillant palmarès en Coupe du monde, comme en témoigne le tableau ci-dessous.

Mondial féminin, palmarès : Vainqueurs

1991 : États-Unis ;
1995 : Norvège
1999 : États-Unis
2003 : Allemagne
2007 : Allemagne
2011 : Japon
2015 : États-Unis
2019 : États-Unis
2023 : Espagne

Leurs championnats se jouent dans de grands stades, aux grandes capacités, avec le support de

grands sponsors, et surtout les rencontres sont télévisées et diffusées par les grandes chaînes nationales ; le système de *scholarship*, pour financer les études dans de grandes universités, très chères, encouragent les parents à diriger leurs enfants vers le football, pour raison d'économie. L'unique faiblesse est la difficulté pour les enfants des familles aux revenus moyens de choisir le « *soccer* » pour leurs enfants. Les familles, qui ont des horaires de travail très contraignants et peinent dur à payer leurs « *Bills* » n'ont ni le temps ni les ressources pour payer les coûts élevés pour inscrire leurs enfants à un programme d'initiation au football-soccer.

L'idéal serait de profiter de cette porte, qui s'ouvre, pour faire entrer le plus de joueuses possible. Dommage, les nouveaux dirigeants actuels, qui n'ont aucune racine, ni passion pour le jeu, et le pays a détruit toutes les académies de football du pays, retournant des milliers de jeunes des ghettos dans la misère et la délinquance. Le prétexte de violence invoqué, pour expliquer ce crime incommode, ne tient pas, puisque le football est sacré, en Haïti, et, plus que vénéré, comme on l'a constaté, les matches du Championnat national se sont déroulés sans aucun incident, d'autant que cette violence ne concerne seulement qu'une partie de deux seuls départements. Mieux encore, dans les territoires on organise de passionnants championnats de football chaque jour.

Les pionniers Tom Pouce et Pipo

En 1968, Guy Sainvil (Atlanta), Philippe Vorbe (NY Generals), Arsène Auguste (Tampa Rowdies), Jean-Claude Désir, Claude Barthélemy, Edner Breton (Déroit Cougar), Frantzy Mathieu (Chicago Sting) ouvraient les portes du soccer américain dans une euphorie qui en disait long, comment le soccer pourrait changer la vie de milliers d'Haïtiens ! Un demi-siècle, Nériia Mondésir aurait dû être celle qui ouvre les clefs de la terre promise pour des jeunes Haïtiennes. Malheureusement, environ deux cents de ses anciennes coéquipières de Camp Nous, arrivées ici avec un statut illégal, se trouvent obligées de bourriquer la nuit, dans les usines Walmart et Amazon pour survivre et ont perdu cette chance.

J.B.

Football féminin aux Jeux olympiques 2024 Résultats des quarts de finale

Par Jacques Brave

1-Brésil 1, France 0; (Brésil qualifié)

2-Allemagne 0 (4) Canada 0

(2); (Allemagne qualifiée).

3-Espagne 2 (4), Colombie 2(2);

(Espagne qualifiée).

4-États-Unis 1 Japon 0; (USA qualifiés)

Gros faux pas pour la France

La malédiction a encore frappé la France, en football féminin.

Ultra-Favorite du quart de finale des JO de Paris contre le Brésil,

Suite en page 5



Suite de la page 5

L'équipe de France a, de nouveau, connu la désillusion d'une élimination précoce, dans une grande compétition, samedi 3 août, après une courte défaite concédée, en fin de match (1-0) à Nantes. Une énième déception, pour cette sélection française, qui rêvait de décrocher, cette fois, à domicile, la première médaille olympique de son histoire.

Le football féminin : Popularité croissante

L'équipe de France s'est inclinée, face au Brésil, en quarts de finale du tournoi olympique de football féminin, samedi 3 août, au stade de la Beaujoire de Nantes, en quarts de finale du tournoi olympique de football féminin.

Une défaite difficile à digérer;

Alors que la domination bleue se faisait de plus en plus forte sur la cage brésilienne, en seconde période, on imaginait mal comment les Auriverdes pouvaient faire tomber des Françaises, toujours vainqueurs des Auriverde, en compétition, d'autant plus sans leur star Marta, suspendu. Et pourtant, le coup de poignard est venu à la suite d'une mésentente entre Elisa De Almeida et Griedge Mbock, dont a profité Gabi Portilho pour crucifier la gardienne française Constance Picaud, à la (82e, 1-0).

Une juste récompense de l'audace de la milieue, déjà proche de marquer sur une première erreur de Wendie Renard plus tôt (64e), et qui a ensuite touché le poteau à l'entrée des 16 minutes de temps additionnel. Le plan des Sud-

Américaines, loin du *Jogo bonito*, qui a fait la gloire du football carioca.

« On est déçues. On n'a pas joué avec le frein à main, on avait la maîtrise du jeu, on domine mais on ne gagne pas; On ne mérite pas de perdre, mais. Malheureusement, cela ne passe pas », a déploré Delphine Cascarino, en sanglot, au micro de la presse; . Dans ce match, disputé au stade de La Beaujoire, à guichets fermés (environ 33 000 personnes), le public nantais a joué son rôle à fond, lançant des cris d'encouragement chaque fois que les Françaises portaient le danger dans le camp brésilien, sans oublier de conspuer la multitude de fautes et de temps morts qui ont émaillé ce match, volontairement haché par la Seleçao.

Un pénalty manqué par Karchaoui

En première période, Sakina Karchaoui a bien eu l'occasion de marquer sur un pénalty obtenu par Delphine Cascarino, Mais c'était sans compter sur une attente de plus de trois minutes pour un contrôle de l'arbitrage vidéo après lequel sa tentative a été repoussée par la gardienne brésilienne, à la 16^e. Par la suite, ce fut un cauchemar pour les Françaises, qui ratèrent tout, un cauchemar qui a vu les joueuses tricolores tirer sur les montants par deux fois, et même un essai sur la transversale (41e), ou même un centre de Sakina Kar chaoui (70e). Entre-temps, Marie-Antoinette Katoto, l'avant centre, était passée proche d'un but sur une reprise de la tête (60e). Sans suc-

cès !

Dans le camp français on était amer

« Quand on est éliminé, mais qu'on produit une prestation triste, pâle, et qu'on ne fait pas ce qu'il faut, c'est frustrant ! Mais je pense qu'elles ont fait le match qu'il fallait faire contre une équipe un peu spéciale; C'est comme ça... Le football n'en sort pas vainqueur », a réagi Hervé Renard, le coach français à la presse.

Le sélectionneur, en place depuis 16 mois, qui va se retirer sur cet échec, tandis que les Brésiliennes disputeront un ticket pour la finale face à l'Espagne, en demi-finale !

J.B.

FOOTBALL FÉMININE HAÏTIENNE

Une défaite honteuse : L'U15 féminine haïtienne écrasée par le Costa Rica (9-0)

Par Ricotta Saintil

Le football haïtien traverse une période sombre, marquée par une honte collective qui découle de l'irresponsabilité et de l'indifférence des dirigeants actuels. La lourde défaite de la sélection U15 féminine haïtienne face au Costa Rica, battue 9-0 ce lundi 5 août, est un véritable coup de massue

pour tous les Haïtiens. Plus qu'une simple défaite, c'est un cri d'alarme qui devrait réveiller la conscience nationale et provoquer une révolte contre la gestion catastrophique du football par la FIFA et les autorités locales.

Ironiquement, nous devons remercier la FIFA pour la dissolution du Comité exécutif dirigé par Yves Jean-Bart. Merci également

à la FIFA pour avoir mis à la tête du football haïtien un Cubain, totalement indifférent à notre sort. Nos plus sincères remerciements vont aussi à ceux qui n'ont aucune notion de responsabilité, placés par la FIFA à la tête de notre fédération. Enfin, un merci spécial au comité de normalisation, dont la seule contribution a été de rayer Haïti de la carte du football caribéen. Leur besogne bien accomplie, nous voilà témoins de l'effondrement d'une discipline autrefois porteuse d'espoir.

Il est crucial de rappeler que c'est grâce au football des jeunes qu'Haïti s'est hissée parmi les meilleures équipes de la zone. C'est ce même football des jeunes qui a donné naissance à des talents comme Melchie Daëlle Dumornay (Corventina) et Néri lia Mondésir. Réduire ce secteur à néant, c'est commettre un acte antipatriotique, un sabotage délibéré de la base même de notre football. La défaite écrasante de nos jeunes Grenadières, battues 9-0, est une gifle monumentale, une humiliation sans précédent dans notre histoire sportive.

Face à ce désastre, il est impératif d'interpeller les dirigeants de clubs et toute la famille du football. Nous devons demander des comptes aux autorités de l'État qui, par leur indifférence, démontrent un mépris flagrant pour le développement du football national. Cette défaite doit être le signal d'alarme pour dire stop. La situation ne peut plus continuer ainsi. Notre ras-le-bol doit s'exprimer haut et fort pour exiger un changement radical.

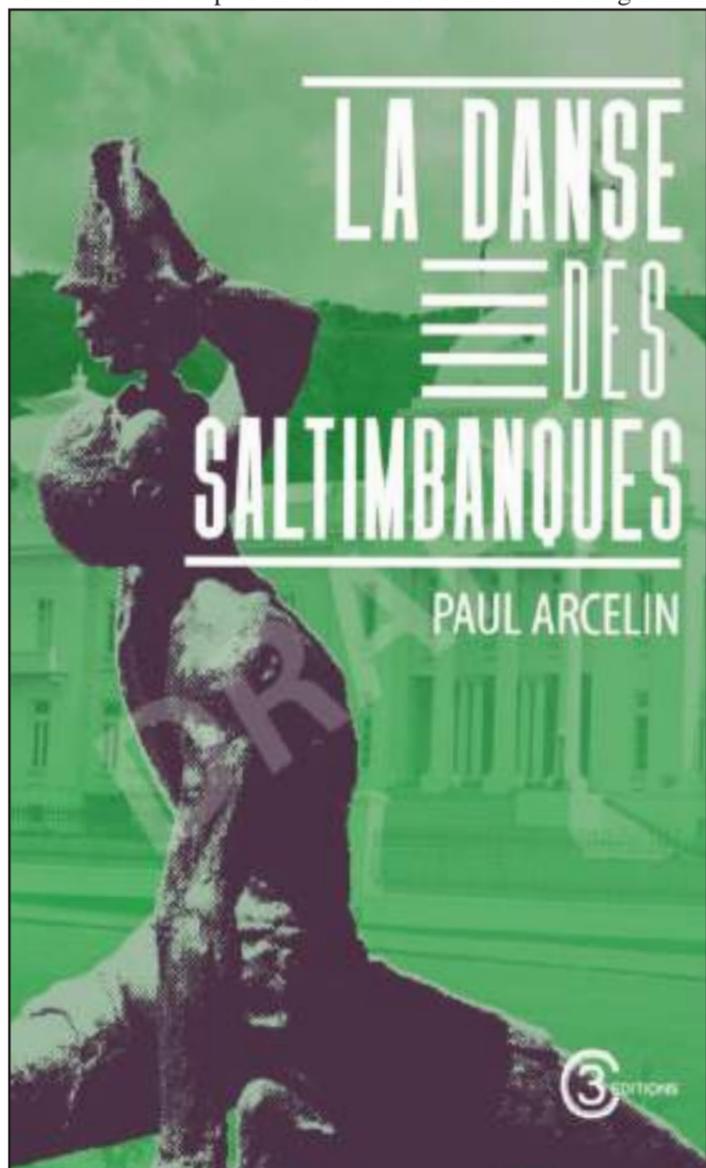
La dérouté de nos jeunes joueuses n'est pas qu'une simple contre-performance sportive.

C'est une honte nationale qui montre que les dirigeants actuels du football ne sont plus dignes de leurs fonctions. Ils ne peuvent plus agir en notre nom. L'État, par le biais du ministère des Sports, doit sortir de son silence complice et prendre des mesures concrètes pour redresser la barre.

En conclusion, cette défaite honteuse est un appel à l'action. Il

est temps pour les véritables patriotes de prendre la relève et de redonner au football haïtien sa dignité perdue. L'indifférence ne doit plus être tolérée. Le renouveau du football haïtien passe par une mobilisation générale, une réorganisation sérieuse et un engagement sans faille pour l'avenir de nos jeunes talents.

R.S.



DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118

843 HAWKIN AVE. (BL. UNION & PRUD'HOME)

FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN!

Jan tout bagay vin aklè, se pou n pwofite pou gen gwo chanjman

N ap viv nan youn epòk kote pa gen sekre ankò. An franse, yo di se « *La démocratisation de l'information* ». Kivedi alèkile enfòmasyon vin demokratize. Anvan w bat je w, tout mounn gen dwa jwenn enfòmasyon an san difikilte, paske tout bagay ap sikile sou entènèt la. Epi ak telefòn pòtab, osnon selilè, ki alapote prèske tout mounn, bliye sa. Pa gen voye wòch kache men ankò. Lè w pa atann, se pawòl Levanjil la ki vin akonpli, paske sa w te diskite nan fè nwa, menm nan chanm, anba kabann, men y ap repete l byen fò, apati de fetay tèt kay.

Vrèman, yo pa bezwen mon te sou fetay tèt kay ankò, jan sa te konn fèt nan tan lontan, ak twonpèt, pou gaye youn nouvell enpòtan. Avèk rezo sosyo ki pa dòmi, nou pran tout klas nouvell sou telefòn, osnon nan òdinatè (konpitè), sitou nan WhatsApp.

Enben, semèn sa a nou pral tabli sou youn enfòmasyon nou wè k ap sikile, ki ban nou a reflechi. Bagay yo pa ka kontinye jan yo ye a, mounn ap mouri pa milye, tandiske zòt ap fè milyon sou kadav yo.

Atansyon, Dominiken, yo dekouvri jwèt nou an

Pa egzanp, gen youn zanmi ki voye youn video ban mwen sou youn enfòmasyon ki te soti depi kèk mwa, men ke otorite Repi blik dominikèn te bloke, kase fèy kouvri sa. Paskè si sa te gentan pran lari jansadwa, prezidan dominiken an, Luis Abinadè te gen dwa pa t reyisi nan eleksyon

mwa me ki sot pase a. Poutan, pou dezyèm manda l la, se te gwo zafè. Li pase ak gwo majorite, anpil plis pase premye fwa a.

Asireman, msye pa ta p resevwa tout vòt sa yo, si enfòmasyon an te soti atan sou jan prezidan an te pwo-



Anbassadè amriken nan Nasyon Zini Linda Toma-Grimm

teje militè de miniken ki ranmase milyon dola nan trafik zam ak Ayiti, ki penmèt bann bandi lakay yo fè tout dega nou konnen yo.

Se kounnye a nou konprann poukisa ansyen prezidan Barack Obama te lonje dwèt sou prezidan Abinader, pou di msye se youn gwo ipokrit lè l fè kòm si l pa konprann ke bann zam gang yo itilize ann Ayiti pase pa Repi blik dominikèn avèk benediksyon l. Kòm premye prezidan Nwa ameriken an pa nan sere

kras pou pèsonn, li te di tou ke prèske tout zam k ap sikile ann Ayiti yo se Ozetazini yo fabrike.

Ann tounen sou responsablite otorite dominiken yo nan ke syon zam ke bandi yo itilize ann Ayiti pou fè tout dega nou konnen yo, ki lakòz dlo nan je prèske tout fanmi nan peyi a. Selon sa k te anrejistre nan youn pwogram ki rele *Cemento PANAM (Oras Extra)*, nou wè youn jounalis ki rele Julito Hazim, ki pase plis pase inè d tan nan youn konvèsasyon ak youn ansyen detektif do miniken ki rele Angel Martinez. Li pale de youn bann bagay, li di kijan gouvènman an sèvi ak Dominiken aletranje, sitou nan Nouyyòk, pou fè espyonaj. Men antan ke Ayisyen, se sa k te diskite sou Ayiti a ki te pi enteresese m.

Alapapòt, jounalis Julito Ha zim di Angel Martinez se pa pou l site okenn non, paske sa ka la kòz gwo traka, Men, tanpri, lage tout verite a. Nou bezwen sa. Epi Martinez di, « *Mwen konnen youn douzèn ofisyè lame dominiken, gen ki pa de sèvis ankò, e lòt ki toujou la, ki fè milyon dola nan trafik zam ak mounn ann Ayiti, ki responsab pou zam bandi yo*. Epi l di otorite dominiken yo byen konnen sa k ap pase a. Kivedi, lagè gang yo deklare ann Ayiti kont popilasyon an pa t ap reyisi si Dominiken pa t founi yo tout zam yo genyen yo. An retou, Do miniken yo fè plizyè milyon dola sou do bann kadav ann Ayiti yo. Wi, sa se pi gwo ipokrizi ki genyen.

Sa otorite ayisyen yo pral fè ak enfòmasyon sa a ?

Alò, mwen di, piske pawòl la deyò, èske otorite ann Ayiti, ki pa restavèk Dominiken, pa ta dwe sòlve kesyon sa a nan Nasyon Zini (ONU), kote Ayiti ak Repi blik Dominikèn se manm òganizasyon an. Mwen pa di Oga nizasyon Eta Ameriken (OEA), kote yo manm tou, paske mwen ta vle tout gwo peyi ki pa manm OEA yo foute bouch nan

kesyon an. Si se nan OEA ase yo rete, Etazini, kòm gwo chèf, ka bloke tout bagay, sitou lè kòmèsan ameriken k ap vann zam ta fè presyon pou di sityasyon sa a ka koute yo anpil lajan, yo pral pèdi nan zam ki pa vann, paske yo pral louvri je sou zam, k ap pase nan peyi akote nou an, pou vin atèri Ayiti.

Kòm Premye minis Garry Conil e (Gari Koni) soti nan matris ONU



Prezidan dominiken an Luis Abinadè

pou l vin anchay gouvènman ann Ayiti a, nou kwè li ka pi vit jwenn kooperasyon òganizasyon entènasyonal sa a pou abòde kesyon an. Paskè fòk sa sispann, wi ipokrizi nan politik touye Ayisyen ankanite a, avèk zam ki fabrike Ozetazini, ki pase pa Repiblik dominikèn, nou di fòk sa sispann ! Yo pa ka kontinye ap fè milyon sou do pòv malere k ap mouri pa milye ann Ayiti. Abraam di « *Sètase !* »

Èske anbasadè Etazini nan ONU pa ta ka bay youn koud men ?

Antretan, anbasadè Linda Thomas-Greenfield, ki se reprezantan Etazini nan Nasyon Zini, te debake ann Ayiti semèn pase a, ansanm ak kèk anplwaye Depatman Deta ki te akonpaye l. Selon nouvell ki pibliye, anbasadè Thomas-Greenfield te ran-

kontre ak Konsèy prezidansyèl pou tranzi syon an (KPT a) epi ak Premye minis Conille tou. Nou pa konnen si yo te abòde kesyon zam nan, jan mwen eksplike l la. Se te youn bon okazyon pou Premye minis la te sòlve kesyon an. Petèt li pa t ko okouran tout ti detay mwen sot bay yo, sètadi kijan zam ameriken ap anrichi militè dominiken, pandan ke y ap sakrifye Ayisyen pa milye. Menm si sa pa t fè pati diskisyon ant Premye minis Conille ak anbasadè Thomas-Greenfield, li pa janm twò ta pou msye mande youn chita pale sou sa ak anbasadè a.

Toutfwa, diran vizit la, anbasadè Thomas-Greenfield te fè gwo ki chòy pou Ayiti. Selon ko minike anbasad Etazini nan Pòtoprens met deyò, anbasadè a anonse Etazini ap bay youn gwo bourad ak youn « *èd imanitè de 60 milyon dola* » [\$60,000,000.00] pou ede ak « *soufrans pèp la ap sibi anba vyolans gang yo* ». Lajan sa a ka ede ak kesyon man je pou pèp la, kay pou yo rete dekwa pou yo pa bezwen drive nan lari, epi bonjan dlo pou yo bwè.

Selon anbasadè Thomas-Greenfield, Depatman Defans ameriken an rantrè nan pwogram defann Ayiti a avèk youn « *plizyè machin blende, ki pa pran bal* » pou gwoup sekirite entènasyonal la ki deja debake nan peyi a, kivedi 400 polisye Kenya yo ki sanse monte jiska 1 000, epi twoup k ap soti lòt kote, nan peyi vwazen Ayiti nan CARICOM nan ak nan lòt peyi ann Afrik. Antou, san se gen jiska 2 500 po lisye ak militè poukonplete Mi syon sekirite entènasyonal la.

Tou sa byen ankourajan, men yo pa ka pase konsa konsa, san yo pa adrese kesyon zam k ap ran tre ann Ayiti, an pasan pa Repi blik dominikèn, ki lakòz katras twòf sa a, kote Ayisyen ap mouri pa milye.

TiRenn/
Grenn Pwonmennen
rajo31@yahoo.com

CNN : DÉBUT DE SIGNE DE VIE DANS DES QUARTIERS À PORT-AU-PRINCE Mais les gangs armés intensifient leurs attaques

Quels cartiers ont visité les journalistes de ce média américain ?

Suite de la page 1

de nourriture et d'eau, et affrontant la police nationale haïtienne quartier par quartier. De puis l'arrivée, fin juin, d'une force de police étrangère connue sous le nom de mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS), les attaques criminelles ont ralenti...

La réalité sur le terrain : Nouvelles attaques meurtrières des criminels

Ces trois journalistes du CNN ne sont pas compétents pour informer objectivement sur la situation sécuritaire, en Haïti, pour n'avoir pas visité les lieux pris pour cibles par les malfrats. De toute évidence, ils ont effectué des visites accompagnées, à l'intérieur du complexe résidentiel de la MM SA, dans l'aire de l'Aéroport Tous saint Louverture ou bien escortés vers la maison d'un chef de gang, en l'occurrence Vitelhomme Innocent, le patron du groupe « *Kraze Baryè* ».

En effet, la situation est toute autre de ce qu'ils décrivent, car les attaques dirigées sur des quartiers, limitrophes de Port-au-Prince ne n'ont pas diminué en brutalité. Comme, par exemple, celle lancée par contre Bercy, proche d'Arcahaie et Cabaret, sur la Route nationale numéro 1, la

semaine dernière.

Les hommes armés dirigés par Jeff, à Canaan (au nord de la capitale) ont frappé rudement cette communauté, tuant cinq personnes, selon les autorités locales, et causant la destruction d'autant de maisons. En sus de semer la panique dans toute la



Les bananiers de la ferme de l'Institut Monfort.

région et provoquer la fuite de dizaines de familles de leurs résidences, cherchant des lieux de refuge chez des parents et/ou d'amis dans

d'autres localités, comme c'est toujours le cas, à l'occasion de ce genre d'attaques.

Cette attaque d'une violence inouïe, selon les autorités locales a sérieusement perturbé la tenue des examens d'études secondaires, notamment à l'Arcahaie; et renvoyés

tout bonnement à Caba ret. Plusieurs familles sont restées sans abris, dans ces deux villes.

Comme dans d'autres commu-

nes auparavant, Jeff et ses hommes ont également démolé le commissariat de Cabaret.

Les appels au secours lancés à la Police par ces communautés sous attaque sont restés sans réponse. Alors qu'il n'existe au cun commissariat de Police entre Martissant et Arcahaie. Les installations policières qui ont été abandonnées par leurs garnisons, après avoir essayé les attaques des bandits sont restées définitivement dépeuplées.

Les gangs ont toujours l'initiative des attaques

Le déploiement d'un premier contingent de 400 policiers ke nyan, voici deux mois, suivi de l'arrivée de 200 autres, un mois plus tard, n'a pas réduit l'ardeur des gangs, qui possèdent toujours l'initiative des attaques. Malgré la présence de la MMSA, *Lanmò Sanjou*, de son vrai nom Wilson Joseph, le capitaine de 400 Ma wo zo, a dirigé plusieurs attaques violentes sur Ganthier, à l'est de Port-au-Prince, durant deux semaines consécutives, tuant, au moins, dans un premier temps quatre personnes, dont une femme et démolissant partiellement le commissariat de police, en sus de piller la douane. Retournés, dans un second temps, *Lanmò Sanjou* et sont retournés à la charge démolissant pour de bon, cette fois,

le commissariat, incendiant la douane ainsi qu'un véhicule blindé de la Police, tombé en panne, qui était garé dans le parking.

Cette semaine encore, les réseaux sociaux ont été riches en textes expliquant que, en patrouille à Ganthier avec des policiers haïtiens, les Kenyans, pris sous les feux des bandits, ont été protégés par leurs frères d'arme haïtiens, « *mieux armés* » qu'eux.

Lanmò Sanjou et ses hommes ont frappé encore, brutalement, cette dernière semaine, dirigeant une attaque sur une institution caritative située dans son fief. C'est dans la nuit du 2 août que ces malfrats ont fait irruption dans le campus de l'Institut Monfort, Soeur Lamerice Estinfort, directrice de l'Institut Monfort, n'était-ce le départ des enfants pour vacances, l'effectif d'une centaine, qui était réduit à cinquante serait plus difficile à évacuer. Elle a précisé que si l'État n'avait arrêté sa subvention, notamment le transport, mettant les parents dans l'impossibilité d'en assumer eux-mêmes le coût, près de 200 élèves seraient pris dans cette situation difficile.

L'Institut Monfort est l'unique établissement dédié à l'éducation des sourds-muets et des sourds-aveugles se trouvant dans la région de Croix-

Suite en page 12

HAPPENINGS!

Continued from page 1

of education of the Haitians who availed themselves of the opportunity to flee the country, they are not people from the lower classes, because to participate in the program one must file detailed documents on the internet to be submitted virtually while awaiting approval or refusal.

In an article, August 4, in the Miami Herald by Jacqueline Charles and Ortiz Blanes, pertinent information is provided on the Police, many of its members taking advantage of the Biden program to flee Haiti, especially at a time that the country needs them the most. "It's a staggering loss of police in the midst of a new escalation in violence," they write. Consider that in a period covering six months, ending in September 2023, 800 policemen left for the U.S., compared to an annual attrition rate of 400. And, according to a United Nations report, 80% of the capital of Port-au-Prince and surroundings are under gang control.

Obviously, the Biden "Humanitarian Parole" program, applauded by many, has contributed to widespread insecurity in Haiti, to the point that the international community,

with the U.S., in the lead, turned to a "Multinational Security Support Mission" (MS SM), led by policemen from Kenya, to help bring order in Haiti, by defeating the gangs. So far, there's no success to report since the arrival of the Kenyans.

In matters of security, Haiti also had a brain drain when, in January 1995, President Jean-Bertrand Aristide destroyed the Haitian Armed Forces (French acronym FAd'H) and almost all the officers went into exile. That was a vengeful act against those in the army who had organized the September 30, 1991, coup d'état that toppled him and forced him into exile, first to Venezuela for a short time, then to the United States, where he spent two years.

After those two years of golden exile in Washington, on October 15, 1994, President Bill Clinton ordered the return of the former poor priest-turned-president to Haiti, under the protection of some 24,000 U.S. troops. With such protection, Aristide went ahead with his destruction of the army and relied on the foreigners and a newly organized Haitian National Police (HNP) for security.

Moreover, the president also organized his own private gangs, called *Chimères* (Ghosts), with vari-

ous units spotting distinctive titles, such as "Sleep in the Woods Army, Small Machetes Army, Saddam Hussein Army, Red Army, Cannibal Army" and more. They are the precursors of the current gangs, organized by the self-styled "Legal Bandit," President Michel/Michael Joseph Martelly, with the assistance of his Prime Minister and formerly



Former President Bill Clinton

Foreign Minister, Laurent Salva dor Lamothe. It should be noted that Martelly was hoisted to power in Haiti in a so-called "election," in 2011, with full support of then Secre-

tary of State Hillary Rodham Clinton. And a brain drain occurred during the Martelly years, as many Haitian intellectuals felt that his policies recalled the era of the Duvalier dictatorship.

The first major brain drain was caused by that dictator

It was mainly under the 14-year dictatorship (1957-1971) of François "Papa Doc" Duvalier that the bulk of Haitian intellectuals and professionals left Haiti to establish themselves abroad, to the detriment of the country. But the U.S. greatly benefitted, having received most of the Haitian health professionals, especially the medical doctors. Canada wooed the teachers for their schools in the Quebec province, and several French-speaking West African countries welcomed both Haitian teachers and top army officers to train their newly created armed forces.

In great part, Haiti's brain drain allowed the establishment of more than 4 million Haitians abroad, forming that diaspora which, through their regular remittances, keep relatives and friends in the country afloat. Consider that, based on official statistics, those in the diaspora contribute nearly \$4 billion a year to the economy, or one third of Haiti's GDP.

I contend that the implication of that diaspora in Haitian internal affairs, including being involved in the political life of the country, is of

outmost importance, to help change the paradigm in Haiti. The country would cease to be a headache for neighboring countries, even for the United States, with a constant flow of refugees. And the new brain drain will contribute in keeping Haiti in the category of "The Poorest country in the Western Hemisphere," one of the poorest in the world. Restoring full security in Haiti and developing the other departments in a program of decentralization will go a long way in making the country attractive to retain its citizens and to appeal to foreign investors.

For Haiti must not continue to be saddled with the moniker of "The Poorest Country in the Western Hemisphere," one of the poorest in the world. That must change for the first Black Republic in the world (January 1st, 1804), the second independent nation in the Western Hemisphere, second only to the United States of America (1776), and which was the Beacon of Freedom for all enslaved people, especially those countries in Latin America that our ancestors helped to liberate from the yoke of Spain's colonial power, when Simon Bolívar, *the Libertador*, left Haiti, in 1816, with all he needed, to undertake his war of liberation, first of Venezuela and of several other countries of the Western Hemisphere.

RAJ
raljo31@yahoo.com

YOURI LATORTUE AND AMERICAN JUSTICE Time to revisit the "Sugared Boat" dossier A suspicious agenda for DEA agents deployed in Haiti

Continued from page 1

men who were responsible for keeping an eye on the situation have given themselves other fish to fry. For, to the very beard of the American agents, barely a few dozen kilos of the hundreds of kilos of drugs carried by the Panama-flagged MS Manzanar were recovered by the authorities.

In light of the accusations made by US officials against former senator Youri Latortue, associating him with drug trafficking, the way he was treated draws attention to the often draconian practices of US officials, particularly those in the Justice Department.

Indeed, Mr. Latortue and other Haitian politicians and businessmen have been slapped with sanctions by the United States and Canada, which have added them to the United Nations' list of censured persons, both countries categorically refusing to provide the evidence on which their judgments are based. Despite the fact that the defendants vehemently protested against their accusations of financing and arming gangs or drug trafficking, the Judiciary of these two countries sovereignly ignored their protests. An attitude deemed illegal and unjustly intractable, since no court of law had previously pronounced them guilty. Claiming his innocence, Youri Latortue lodged an appeal with the UN, through his lawyer. Satisfied with the arguments presented, the World Organization immediately removed the former senator from the infamous list. Having failed to determine whether to keep Youri Latortue on the list, the US government shifted the focus of its sanctions on Youri Latortue, associating him with drug trafficking.

Politically motivated accusations

Youri Latortue had argued from the outset that the charges against him were politically motivated. His refusal to produce evidence of his conviction proves him right. After all, court rulings are generally based on facts and are readily available. In the case of the former senator, whose political assets make him the number one rival of the political team supported by the Americans and their allies, it is important to eliminate him, to cancel him from the

political scene. In this respect, Ariel Henry, the international community's ex-poulin until he fell from grace last March, is no stranger to Latortue's denunciations. Especially as they have a whiff of the political environment of sectors close to Dr Henry, notably politicians with scores to settle with him. The fact that Youri Latortue's accusers systematically refuse to provide the evidence requested seems to indicate that it has been supplied by third parties, the authenticity of which is in doubt.

Indeed, as President of the Senate of the Republic, Youri Latortue had launched an investigation as part of the institution's anti-corruption campaign, in which several high-ranking civil servants, including presidents, prime ministers and ministers, had been accused of squandering the Petro Caribe Fund; embezzlement of public resources; or usurpation of office, as was the case for former First Lady Martine Joseph Moïse, in the contract with the German company *Dermalog*, which she signed without any title authorizing her to play this role.

But it is curious to note that the only reference linking Mr. Latortue to the illegal drug trade can be found in a book inspired by Laurent Salvador Lamothe, former Prime Minister and Minister of Foreign Affairs and External Cooperation under Joseph Michel Martelly. "The book is entitled *Les Dossiers Zombie (The Zombie Files)*, written by Max Kail, a UN official who was based in Haiti. Some attribute the financing of this book to the sector close to Martelly-Lamothe.

To begin with, we have to discover, very early on, that the author of this book does not hold Youri Latortue close to his heart. Speaking of the 2010 elections in Haiti, and referring to candidate Mirlande Manigat, he writes: "But allegations of irregularities delayed the second round. *Mirlan de Manigat, an elderly woman supported by Youri Latortue, was the best-placed candidate. I didn't know much about her, except that she didn't seem to be dragging any baggage behind her. But a candidate backed by Youri Latortue and his entourage in parliament didn't seem to me to bode very well.*"

Taking great pleasure in listing the candidates for Parliament, he enumerates those he describes as the main players in

drug trafficking, saying: "All candidates for legislative or presidential elections enjoyed immunity, if only because they were candidates."

"Youri Latortue and his sidekick Garcia Delva were candidates for the Aribonite Senate. Joseph Wilot, who controlled the airstrips (not the official ones that had been approved by the Federal Aviation Agency) for fixed-wing aircraft arriving with cocaine from Venezuela's Central Plateau, wanted immunity once again. Joseph Lambert's aim was to continue representing the people of Jacmel. Ralph Féthière, another 'Ecuador Boy', aimed to keep control of the northern ports, and Hervé Fourcand had become the new drug baron of the south and was naturally chosen Senator for the area. There were many more candidates than immunities available, but it was a safe bet that the people mentioned would win the majority needed for successful elections (...)."

Max Kail quotes Youri Latortue as saying that, in transit in Miami, it took the intervention of "his uncle" to free him from the DEA.

The DEA, the USA's armed wing against drug trafficking, is not without bias

As South American drug cartels have made the island of Haiti a regular transfer point for their drug shipments to North America, the Americans have concluded an agreement with the Préval government, under which a *Drug Enforcement Administration* base has been set up in Haiti. Under the terms of this agreement, a Drug Enforcement Administration base has been set up in Haiti, and its agents deployed in the country are empowered to work with the Anti-Drug Trafficking Unit at all levels. As a result, anti-drug operations are carried out by mixed patrols of Haitian and American agents, and arrests are made in the presence of DEA men. Even when the Haitian authorities have given the go-ahead for dozens of Haitian nationals to be handed over to the American justice system, the American agents often show their bias, letting their relatives run wild. In this sense, the cargo transported by the "Sugar Boat" is revealing.

Marc Antoine Acra, of the Acra company, had ordered a shipment of sugar from

Colombia through NA BATCO. Among the bags of sugar were hidden mixed bags of cocaine and heroin, valued at between 800 and 1,000 kilos. At the time, on Wednesday April 15, 2015, the drugs aboard the Manzanar were valued at USD 100 million. This mixed cargo of drugs and sugar earned the Panamanian-flagged MS Manzanar the name "Sweet Ship".

Docked at Terminal Varreux in Cité Soleil (Port-au-Prince), the process of disembarking the vessel had begun before DEA agents arrived at the port. Another team of police officers led by Dimitri Héraud, commander of the National Palace Security Unit, had preceded the American agents and those of the Haitian Anti-Drug Brigade. It's easy to imagine who had taken possession of the forbidden merchandise.

The way in which most of the cargo was diverted gives an idea of the identity of its sponsors. In any case, all the evidence suggests that its financing was secured by official sectors allied to the business world, able to pay the large sum due to suppliers in advance.

The Haitian justice system was nonchalantly involved in the case, having indicted Marc Antoine Acra, the importer of the sugar shipment, as well as two small freighters. Under indictment by examining magistrate O. Berge, Acra fled to the Dominican Republic. He had to wait for Jovenel Moïse to be sworn in before returning to the country. The affair came to an abrupt end. All we know is that Marc Antoine Acra is running free, and the "Bateau sucré" affair is definitively buried. Due to the poor management of this case, the DEA was only able to extradite one person to stand trial in the United States: Gregory George, a dockworker. His cooperation with American justice earned him the "indulgence" of the Tribunal, and he was sentenced to one year's imprisonment. In addition to political asylum in the USA, having proved the danger he is likely to face in Haiti. In prison in Port-au-Prince, before being extradited to Miami, he was the target of death threats.

The DEA mishandled the MS Manzanar affair

In an article published in 2022, the Florida daily *The Miami Herald* reported that an

American special counsel accused the DEA of "mishandling" the MS Manzanar affair, a blunder deliberately orchestrated by two agents with a view to steering Justice in the direction of their personal interests. A retired DEA representative, who was deployed to Haiti at the time of the "Sugar Boat" scandal, has turned against his boss, becoming a whistleblower against his line manager and another agent. He railed against their behavior because, he said, it undermined the DEA.

Quoting U.S. Special Counsel Henry Kerner, the *Miami Herald* article, written by Jacqueline Charles, writes: "Since the U.S. government spends resources for the DEA to operate in Haiti, it is incumbent upon the agency to be as effective as possible in its mission to interrupt the flow of illegal drugs into the United States."

Further on, reports the same daily, concerning the positions taken by Mr. Kerner, criticizing the DEA's excuse for inadequate port surveillance, calling it "aberrant". The Special Counsel also believes that the anti-drug agency "has not objectively explained its destruction of drugs in the Manzanar investigation"; nor has the DEA explained, he says, "(...) why there was a significant delay in severing ties with a corrupt Haitian official".

This situation perfectly vindicates Jean de La Fontaine, when he said: "Depending on whether you are powerful or miserable, court judgments will make you white or black". In the MS Manzanar case, DEA agents couldn't care less about the fight against drug trafficking. The system allowed them to steer the investigation in the direction of interests other than those of Justice. In this sense, Youri Latortue, champion of the fight against corruption and impunity in the Senate of the Republic, is a victim of his patriotic work.

Once the American justice system, allied to the corrupt political system that holds Haiti's public administration hostage, has taken them out of the game, those who are impoverishing Haiti no longer have to fear accountability for their crimes. But, at the same time, the long-held illusions of seriousness and rectitude about the DEA and American Justice are over!

L.J.

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Après les Jeux olympiques, à Paris, la Coupe des champions du baseball/softball d'Amérique Latine en Colombie

Les fanatiques du sport du monde entier ont suivi attentivement les Jeux olympiques (JO), qui ont débuté, le 26 juillet, à Paris (France), pour finir dimanche dernier, 11 août, 17 jours francs. Les exploits des différentes vedettes ont été chaudement applaudis, les États-Unis ont remporté la palme, ses athlètes ayant gagné 126 médailles dont 40 ors, 44 argents et 42 bronzes. La Chine occupe la seconde place, rivalisant avec les Américains pour ses 40 médailles d'or, soit un total de 91 médailles. Déjouant les prédictions le Japon vient en troisième position, ayant gagné un total de 45 médailles, dont 20 ors. Suivent, la France et l'Australie s'inscrivant parmi les cinq géants de la compétition.

Mais c'est la Coupe des Champions d'Amérique Latine qui retient davantage l'attention, le tournoi mondial du *baseball/softball*, se déroulera à Cartagena, en Colombie, du 28 août au 3 septembre. Car l'équipe haïtienne des 12 ans ou moins, championne de la Caraïbe, est invitée à y participer. No joueurs adolescents se sont qualifiés, dans le cadre d'une série de compétitions, les 22-24 juillet, au stade Rafael Baez, à Santo Domingo, le match final ayant eu lieu, le 7 juillet, entre Haïti et la République dominicaine, parmi les 15 équipes régionales, y compris Cuba et les États-Unis. Ceux qui avaient lancé le projet d'organiser le championnat du *baseball/softball*, en Haïti, en 2017, s'en félicitent. Huit ans plus tard, ils jouissent de la victoire gagnée par leur patience et leur persévérance.

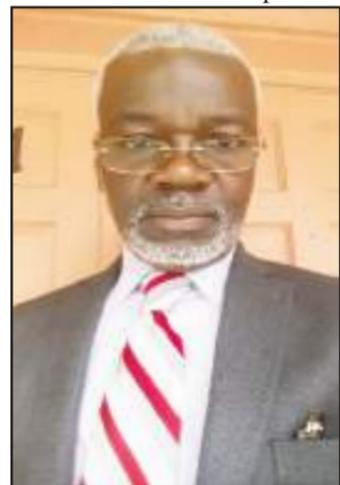
Le baseball/softball pour concurrencer le football en Haïti

Il est de bon ton d'adresser des compliments à notre cousin Dumel Joseph, fondateur de Ibaoh, l'équipe de joueurs de 12 ans ou moins, ainsi qu'à la présidente de l'Académie, Nadine Daniel, de Ouanaminthe, berceau du projet. Félicitations également à ceux qui ont sponsorisé cette initiative dans une Haïti, où le *baseball/softball* à été ostracisé, contrairement à l'accueil dont il a été l'objet, dans d'autres pays de la région, telle que la République dominicaine, parce que perçu comme le sport de l'Occupant.

Nous applaudissons particulièrement les personnalités suivantes, qui font partie du Conseil d'administration de l'organisation : En sus de Mme Daniel et M. Joseph, respectivement présidente et vice-président, celui-ci aussi responsable des opérations, se signalent, Steeve Lebrun (Fi-

nances) ; Jacques Guillaume (Logistique et responsable de la gestion du site internet) ; Yonel Trécy, (officier, chef de sécurité) ; et; Mme Wideline Pierre, (directrice de l'Unité environnementale); Dr. Lamarre Hubert Smith, (directeur de l'Unité médicale) ; Dr. Seymour Coffy, (responsable des relations publiques) ; Fritzner Cedon, (directeur du Musée Fernando Gonzalez, et manager général)..

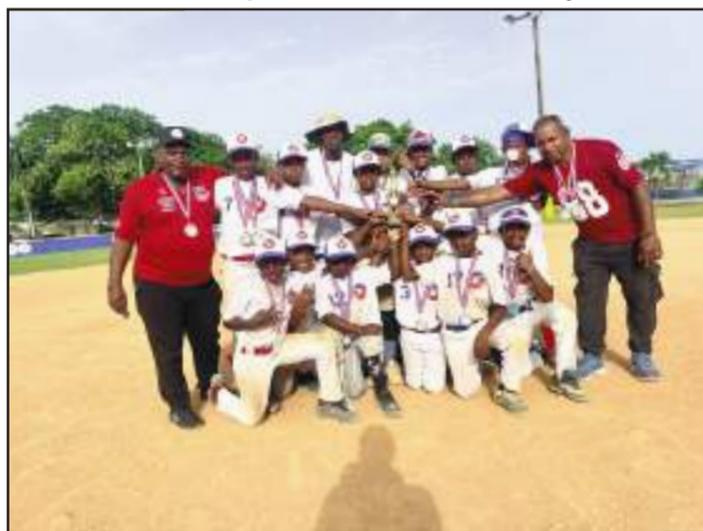
A noter que le projet a débuté, en grande partie, avec des enfants issus de parents haïtiens travaillant en République dominicaine, surtout dans les régions proches de Dajabon, non loin de Ouanaminthe. Leurs entraîneurs dominicains, voyant leur aptitude pour le sport, avaient offert de continuer leur entraînement, même au-delà de la frontière. Ces adolescents aussi méritent de notre reconnaissance. Il faut également féliciter cette coopération



Dumel Joseph, vice-président, responsable des opérations.

haïtiano-dominicaine dont l'exemple mérite de s'étendre à dans d'autres domaines.

On retiendra aussi que les promoteurs du *baseball/softball*, au



L'équipe haïtienne des 12 ans au moins, vice-champion de la Caraïbe.

pays où le *football/soccer* est le sport-roi gagnent du terrain depuis 2017, tel l'implantation d'un musée du *baseball/softball*, à

la Montagne, du côté de Jacmel, dont on attend l'inauguration depuis 2021, in retard attribué à l'insécurité ambiante, en Haïti.

Toutefois, des clubs de *baseball/softball* opèrent déjà à Ouanaminthe, Jacmel, Cap-Haïtien, Cabaret et aux Cayes. D'ici 2030, selon les dires de Dumel Joseph, ce sport sera implanté à travers tout le pays. Il est possible qu'à partir des clubs des 12 ans au moins, dont l'entantement commence dès l'âge de 4 à 5 ans, d'avoir des clubs des moins de 18 ans et d'adultes, qui représenteront Haïti aux Jeux olympiques. En ce sens, on soulignera que le *baseball*, qui n'était pas au rendez-vous aux JO de Paris, cette année, aura sa place en 2028, lors des Olympiques qui se tiendront à Los Angeles, aux États-Unis.

Attention : En toute dernière heure, le service de communications de l'Académie nous a fait parvenir une lettre, en espagnol, datée le 12 août, de Baranquilla, Colombie, adressée à « l'Académie de baseball international d'Haïti, en vue d'annoncer un changement d'horaire. Les Jeux sont programmés pour les 7, 8, 9, 10 et 11 octobre 2024..

Des révélations suite aux Jeux olympiques de Paris

Il est opportun de revenir aux JO de Paris afin de souligner que même dans la situation chaotique dans laquelle se débat le pays, sept athlètes haïtiens ont représenté le pays aux Jeux Olympiques, cette année.

J'avoue que j'ai eu vent de ce qui s'y passait par l'intermédiaire d'amis et des membres de la famille, qui suivaient de près le déroulement des joutes. Ainsi,

wondoïste haïtienne s'offre une 2^e médaille d'or en 8 jours. » Et d'ajouter : « *Ce vendredi [9 août], lors du Championnat national amateur (AAU), Ava Lee a triomphé face à la taekwondoïste numéro 1 des USA, sur le score de 2-0. Une semaine de folie pour la star haïtienne.* ». On se demande si avec un nom comme Ava Lee, elle est vraiment haïtienne.

Mais mon fils, Pierre, depuis un faubourg de San Francisc, en Californie, a souligné à mon attention que l'équipe de *baseball* américaine a gagné le pari, in extremis, contre celle de France, grâce à l'adresse du joueur Stephen Curry, qui a collecté une médaille or, en raison de ses prouesses. Écrivant en anglais, il ajoute : « *Now that Steph Curry has a gold medal, you know his mother is half Haitian.* ». (« *Main tenant que Steph Curry a obtenu une médaille d'or, on sait que sa*



Nadine Daniel, présidente du groupe Ibaoh.

mère est de moitié haïtienne. ». En tout cas, Haïti est à l'honneur, même via le fils d'une Haïtiano-américaine.

Pour conclure, je fais appel à un ami qui, de Paris, au terme des Jeux olympiques, dimanche, m'a envoyé une montrant que le premier athlète de race noire à participer aux Jeux olympiques en France, à une époque où la discrimination raciale était au paroxysme, était Haïtien. Il se nomme Constantin Henriquez, né à Port-de-Paix, qui arrive en France en 1893. Il jouait au rugby, qui s'apparente au *football* américain. Et le 20 septembre 1900, il sort vainqueur, jouant pour la France. Puis, en 1901, il retourne en Haïti où il a été d'un apport considérable au développement du sport dans son pays natal.

En effet, depuis belle lurette, l'Haïtien fait l'honneur du pays à l'étranger, ceci dans plusieurs domaines. Alors, l'on se demande pourquoi les soi-disant dirigeants d'Haïti font du pays la risée du

monde ?

BRIÈVEMENT

Aux États-Unis, le phénomène Kamala Harris fait la une

Depuis le dimanche 20 juillet quand le président Joseph « Joe » Biden décida de se retirer de la course à la présidence et endossa la vice-présidente Kamala Harris pour le remplacer, elle ne fait que gagner du terrain.

Depuis notre dernière édition, beaucoup d'eau a coulé sous le pont, y compris le choix qu'elle a fait du gouverneur de Minnesota, Tim Walz, comme colistier. Cet ancien enseignant, entraîneur de *football/rugby*, vétéran et père de famille ne fait qu'ajouter à l'enthousiasme qu'a connu le choix de Kamala Harris comme candidate à la présidence de la République étoilée.

On ne s'attendait pas à ce phénomène, savoir que cette femme est sur le point d'écrire une double page d'histoire, dans ce pays où la gent masculine domine et les citoyens de race noire ne sont pas traits comme égaux par rapport aux Blancs. Kamala Harris est descendante d'immigrants, son père étant d'origine jamaïcaine, naturalisé Américain ; et sa mère, Indienne de l'Inde, donc Asiatique, naturalisée américaine également.

Assurément, le président Biden se sentira honoré quand, le 20 janvier de l'année prochaine, il passera l'écharpe présidentielle à Kamala Harris. Alors, l'on se demande quelle sera la réaction de Donald Trump, alors candidat malheureux, traînant une réputation de raciste et de misogynie.

Lancera-t-il la guerre civile, comme il menace de le faire, ou se joindra-t-il à la grande majorité des citoyens accueillant la nouvelle élue pour le plus grand bien de tous ? Déjà avec un dossier criminel, que pourra-t-il faire vraiment contre la procureure devenue présidente des États-Unis ?

Pierre Quiroule II raljo31@yahoo.com



LE CPT ET LE GOUVERNEMENT PATAUGE DANS LA CORRUPTION

Le dénonciateur à la BNC révoqué

Le 3 conseillers-présidents toujours en poste

Suite de la page 1

né, aujourd'hui, mardi 13 août, l'investiture à Pierre André Agé lus (président), Pascale Va lebrum Désinor et Evens Jérôme (membre) appelés à servir comme gérant du Conseil d'administration de la BNC, en lieu et place de M. Pierre-Louis., qui a été informé de sa mise en disponibilité, dans une lettre à lui adressée par le Premier ministre Garry Conille, lui faisant part des motifs de cette décision.

M. Conille explique : « Je vous informe, par la présente, que par décision du gouvernement, il a été demandé au régulateur du système financier, qui est la Banque nationale de crédit, (BNC un comité de gestion, en attendant la nomination et installation d'un nouveau conseil d'administration »

Les trois conseillers présidentiels intérimaires sont Louis Gérald Gilles, Emmanuel Vertilaire et Smith Augustin, accusé d'avoir été demandé le versement de 100 000 gourdes pour garder sa fonction



Emmanuel Vertilaire, un autre de ceux par qui arrive le scandale.

tion de président du conseil d'administration de la BNC M. Pierre-Lois a envoyé une lettre au Premier ministre Garry Conille pour l'informer de cette situation. Et une autre au directeur général

de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC), Ludwig Joseph, lui exposant la situation, tout en lui demandant d'ouvrir une enquête sur les trois membres de la présidence tournante.



Louis-Gerald-Gilles, un de ceux par qui arrive le scandale.

Des voix s'élèvent pour demander le renvoi de MM. Gilles, Vertilaire et Augustin du CPT, y compris celle des deux membres observateurs du CPT, proposant la création d'une com-

mission d'enquête sur les dénonciations qui ont été faites à l'encontre de ces trois conseillers présidentiels.

Il semble que le Premier ministre Conille se soit mis d'accord



Emmanuel Vertilaire, le troisième par qui arrive le scandale.

avec les autres membres de cette structure présidentielle, y compris le coordonnateur du CTP, Edgard Leblanc Fils, pour mettre Pierre-Louis en disponibilité. Cette décision le met en parfaite har-

monie avec les quatre autres conseillers, qui se sont faits partie prenante de cette sentence.

On s'imaginait que M. Conille, qui se fait passer pour un moralisateur anti-corruption, affichant sa posture anti-corruption, était réel. Au moment où l'ex-président de la commission de la BNC doit se présenter au cabinet du directeur général de l'ULCC, il semble inapproprié qu'il ne soit pas disponible comme décideur pour rendre disponible les documents nécessaires pour l'instruction de l'enquête. Écarter Raoul Pascal Pierre-Louis de la gestion de la BNC, à ce moment précis, équivaut au blocage de l'enquête, qui sera ouverte sur les trois conseillers présidents.

Dans ce cas, qu'on ne se fasse pas d'illusion à propos de l'ardeur anti-corruption de Garry Conille. La guerre contre ce crime ne sera pas menée à bien avec lui.

L.J.

GRAND OPENING

OPULENT
PHYSICAL THERAPY

SATURDAY AUGUST 3
9AM - 5PM

9602 AVE L(AT 96 ST)
BROOKLYN NY 11236

(917) 873 - 6304
(718) 577 - 8940
(718) 444 - 0473



ÉDITORIAL



État de siège sécuritaire en Haïti : Les dirigeants disent le contraire de la vérité

Après, bientôt, respectivement trois mois et deux mois au pouvoir, les deux branches de l'Exécutif n'ont pas réalisé grand-chose, en termes d'acquis, par rapport à la sécurité. Le Premier ministre intérimaire et le Conseil présidentiel de transition de facto s'enferment dans une conspiration pour mentir au peuple haïtien. Ils semblent agir en substituts pour leurs patrons étrangers, ayant mis en train cette politique, pour donner le change collectivement à la nation, qui a besoin de se rassurer, en ce qui concerne les gangs armés, qui n'ont pas arrêté d'imposer leur loi, dans ce pays, malgré le déploiement de la Mission multinationale de soutien à la sécurité, en Haïti, ayant été déployée depuis prochainement deux mois.

Lors d'une visite non annoncée, à l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti, ci-devant Hôpital général, pour prouver à la presse internationale, représentée par « Cable News Network » (CNN), que le plus grand centre hospitalier d'Haïti était effectivement arraché aux mains des criminels, le lundi 29 juillet 2024, les choses n'ont pas tourné comme M. Conille les avait planifiées. Lui, qui se trouvait en plein dans une interview avec les journalistes de la CNN, suite à des coups de feu successifs et continus, avait décidé de couper court à cet entretien et de se retirer « en catastrophe ». Cet événement extrêmement dangereux, qui aurait pu mal tourner, avait immédiatement déclenché une controverse, puisque des témoins présents, qui déclaraient avoir constaté le déroulement des coups d'armes venus d'un quartier voisin et des policiers mixtes d'Haïti et du Kenya s'abritant à des endroits divers et ripostant en même temps, disaient que la version des faits était bien différente que celle offerte par les sources officielles. Aussi présents-ils, à témoin, le reportage des représentants de la CNN, soutenant que le Premier ministre intérimaire haïtien, Garry Conille, a été évacué rapidement des lieux.

Dans une note de presse conjointe émise au sujet de l'incident, le commandant de la Mission multinationale kenyane, le général Godfrey Otunge et le directeur général de la Police nationale d'Haïti ont précisé que les criminels n'avaient pas attaqué le convoi du Premier ministre, à la sortie de l'HUEH. Le document relevait qu'un soldat de la MMAS a été touché par balles, essuyant des blessures à l'épaule, lors d'un affrontement avec des bandits. Ces derniers avaient dirigé leur attaque sur les policiers haïtiens et kenyans, qui ont riposté vigoureusement. Ils ont été engagés au moment où ils pillaient un camion rempli de sacs de riz, après avoir tué le chauffeur. La note a ajouté que la victime devait être transportée immédiatement à un centre hospitalier.

Bien que la note de presse n'ait pas établi la chronologie des événements, il faut retenir que l'incident impliquant le Premier ministre Conille a précédé celui dans lequel le policier kenyan montre clairement que les malfrats ne choisissent par leurs cibles, ni l'heure à laquelle les frapper.

En matière de sécurité, notamment ce qui a rapport avec l'urgence décrétée par Garry Conille, le problème reste entier. Les forces de l'ordre peinent encore à afficher leurs moyens. Les affirmations faites par le chef du gouvernement, cherchant à impressionner la communauté internationale, mais s'évertuant surtout, par la même occasion, à apaiser la peur des victimes potentiels, et à susciter la sérénité, dans les foyers, ne font pas bonne recette dans le pays. Et l'incident du 29 juillet, aux abords de l'Hôpital général, expo-

se l'équipe au pouvoir, disant le contraire de la réalité sécuritaire au peuple haïtien.

Désormais, par rapport à la question relative à l'urgence sécuritaire, le Premier ministre Conille et le coordonnateur du CPT Edgard Leblanc Fils ont le même comportement. Ni l'un ni l'autre ne disent la vérité aux citoyens. Après le chef du gouvernement, dans l'incident du 29 juillet, à l'HUEH, c'est au tour de M. Leblanc Fils de dire son mot. À la conférence de presse de la CARICOM, où il était du nombre des assistants à la 47e conférence annuelle de ce groupe des pays de la Caraïbe, qui s'est tenue à Grenade, la semaine dernière, il n'a pas eu froid aux yeux pour faire la déclaration sur l'actuelle situation sécuritaire du pays. Dans son intervention, à cette occasion, il a annoncé, à cette assemblée, que le pays commence à redevenir « normal ». Dans un tel cas, les deux chefs de l'Exécutif s'entendent à merveille, pour cacher la vérité au pays.

En effet, le Premier ministre a donné le signal de cette tendance en annonçant la « sécurité d'urgence » dans quatorze communes des départements de l'Ouest et de l'Artibonite. Pourtant les gangs n'ont pas cessé leurs activités criminelles là où ils avaient l'habitude de faire régner la terreur. Depuis que M. Conille a fait cette annonce, pas un seul pouce de terrain des « territoires perdus » n'a été récupéré. Considérons l'exemple de Gressier, dont le sous-commissariat, capturé à plusieurs reprises par les bandits, qui l'ont finalement démolí partiellement, avant de l'incendier. Quoique proclamé libéré par la Police nationale, il n'a pas retrouvé sa garnison. Voilà le modèle de libération constatée dans tous les espaces libérés par la Police nationale.

Quand on parle de l'institution policière disant avoir chassé les malfrats avec de lourdes pertes, en hommes et munitions, ces derniers y reviennent en force, sur la scène, parfois moins d'une semaine plus tard. La politique de libération des installations étatiques et policières par la PNH ne dispose pas d'une composante de « protection » de territoires reconquis. Le tout dernier exemple à signaler est celui de Ganthier, si tué sur la route stratégique de Malpasse, conduisant vers la frontière haïtiano-dominicaine. Re tournés sur les lieux de leurs premières attaques, les hommes de 400 Mawozo ont dit avoir incendié un véhicule blindé de la Police. Répli quant à cette affirmation, une communication de la PNH a déclaré que l'engin en question était parqué dans la cour de la douane, suite à une panne. Ce qui traduit l'irresponsabilité de cette institution, pour avoir abandonné un véhicule aussi coûteux, qui n'a pas été rémorqué immédiatement pour être placé en lieu sûr. Il est à constater que, dans le cadre de la politique consistant à donner le change au peuple haïtien, la pure vérité n'a pas été dite concernant ce véhicule spécial. En tout cas, il s'évidente que mentir au public se pratique à tous les niveaux du gouvernement.

On ne peut s'empêcher de constater à quel point s'applique la politique de répression débile de la PNH à l'égard des gangs armés, en la personne de 400 Mawozo. Dans un premier temps, ces derniers ont attaqué Ganthier, brûlant partiellement la douane et démolissant une partie du commissariat, en plus de tuer quatre personnes. Sous la riposte de renforts combinés des Forces armées d'Haïti (FAd'H) et de membres de brigades spécialisés, ils se sont enfuis avec leurs armes et munitions, sans essuyer de dommages. Ils devaient retourner, dans un second temps, deux ou trois jours plus tard, démolissant, cette fois, totalement le commissariat. Et dans un troisième temps, le dimanche 4 août,

ils sont retournés à la charge, dévalisant et brûlant la douane du même lieu et incendiant ce blindé.

En clair, la politique de répression débile de la PNH, contre les criminels sans foi ni loi, consistant à libérer, quand c'est possible, des installations, policières et étatiques, pour les abandonner ensuite, n'a point changé, même avec la présence de la MMAS. C'est bien ce qui a favorisé l'abandon de plus de 30 sous-commissariats et d'antennes de la PNH, dans le département de l'Ouest seulement, sans compter une autre demi-douzaine environ dans l'Artibonite.

Edgard Leblanc Fils le fait systématiquement dans ses déclarations relatives à la sécurité. C'est pourquoi, lors de sa participation à la réunion annuelle de la CARICOM, en Grenade, deux semaines plus tôt, il avait confirmé que « la plus importante institution hospitalière du pays » était reprise aux gangs armés. Il a déclaré spécifiquement : « La situation sécuritaire s'améliore dans le pays grâce à l'action de la police, de l'armée et du soutien des forces kényanes. Grâce à leur aide, l'État a repris le contrôle du plus grand centre hospitalier du pays ainsi que de ses environs. Les efforts doivent se poursuivre, et la vie commence à reprendre dans les rues de la capitale et dans le reste du pays. Au nord et au sud, environ 80 000 élèves de neuvième année fondamentale ont passé leurs examens officiels avec succès la semaine dernière ».

Trêve d'arguments à ce sujet, puisque l'incident dont le Premier ministre a fait l'expérience, le lundi 29 juillet, à l'HUEH, prouve le contraire. En ce sens, le gouvernement intérimaire CPT-Garry Conille ne possède aucun argument supportant les balivernes qu'il sert au public haïtien et au monde entier, concernant les avancées réalisées dans le domaine de la sécurité.

Tout compte fait, la situation sécuritaire du pays reste inchangée, par rapport à ce qu'elle était avant le déploiement de la MMAS. Les autorités haïtiennes avaient effectué la reprise physique des installations de l'Hôpital général, mais sans avoir sécurisé l'aire dans laquelle se trouve cette institution. De telle sorte qu'il reste une proie facile pour les bandits pouvant lancer une attaque à tout instant. Puisque plus d'un mois depuis qu'a été annoncée sa « libération » de l'emprise des criminels, les travaux de réparations nécessaires avant sa réouverture n'ont pu être entamés. Une autorité de l'HUEH a précisé que sa remise en fonction débiterait, au plus tôt, en février prochain.

Les autres institutions étatiques, à la capitale haïtienne, désertées par leurs personnels, en raison de la violence des gangs, n'ont pas eu un meilleur sort. C'est le cas, par exemple, de la primature, du ministère de la Défense, au Bicentenaire. Ou bien des Ministères, tel que celui des Finances et des Affaires économiques, quasiment abandonnés, à la cloche de bois, par leurs titulaires, leurs bureaux ayant élu domicile dans des hôtels de Port-au-Prince.

Décrire une atmosphère sécuritaire, en Haïti, qui est l'envers de ce qu'elle représente vraiment, surtout quand elle résulte des décisions de celui qui la proclame, est dangereuse et relève, tout au moins, de l'irresponsabilité. Qu'Edgard Leblanc Fils, Garry Conille ou tout autre membre de cette administration intérimaire ne gaspille pas leur salive en voulant faire croire le contraire, en ce qui concerne la sécurité, dans le pays. En tout cas, les postes de péage érigés par les gangs sont encore en place sur les autoroutes nationales, sur la Route nationale numéro 2, au sud de la capitale et sur la Route nationale numéro 1, desservant le Grand Nord, soit les

Départements de l'Artibonite, du Nord et du Nord-Ouest. Tandis que, la Route nationale No.3, en direction du Plateau Central, menant aussi à la frontière avec la République dominicaine, en passant par Malpasse, longtemps contrôlée par le gang « 400 Mawozo », vient d'être fraîchement verrouillée à double tour, après que la traversée d'un pont reliant Croix-des-Bouquets à Ganthier eut été bloquée par ces mêmes criminels.

Quoi qu'on dise et fasse, à ce sujet, il faut se rappeler que les Américains, partie prenante des politiques, qui ont favorisé l'émergence des gangs ayant causé cette situation, n'en sont pas dupes. L'ambassade des États-Unis, à Port-au-Prince, émet périodiquement des alertes de sécurité et de conseils à ses citoyens, dont la dernière mise à jour remonte au 27 juillet 2023. Dans ces mises en garde, les ressortissants américains sont avisés d'éviter de voyager en Haïti, ou d'ajourner leur déplacement vers ce pays, en raison de l'insécurité qui y sévit. Notamment kidnappings contre rançon, braquages, assassinats, vols et viols. Voilà la réalité, sur l'insécurité, que la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti (MMAS), qui a été lancée pour aider la PNH à éradiquer les gangs. Le problème reste dans le fait que toute la vérité n'a pas été dite en ce qui concerne le mystère entourant cette mission. Il est temps que le peuple haïtien soit mis au parfum par rapport à celle-ci.

Entre-temps, la vérité est révélée indirectement, dans le cadre d'une récente interview accordée par le Premier ministre à la « British Broadcasting Corporation », telle que rapportée par la journaliste Jacqueline Charles, dans le quotidien *The Miami Herald* du 9 août. Vu la crise sécuritaire, « Haïti ne pourra pas mettre en place un nouveau gouvernement, en février 2026 », comme prévu dans l'accord du mois d'avril. Il est opportun d'évoquer le proverbe créole : « Twou manti pa fon ! » (« L'antre du mensonge n'est pas si profond »). La gent au pouvoir doit savoir qu'elle gagnera à dire la vérité au peuple haïtien.



SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION	
HAÏTI	ÉTATS-UNIS
10\$ Observateur 16\$ Annuel (sans envoi de journaux) 12\$ Annuel (avec envoi de journaux) 100\$ Annuel (avec envoi de journaux)	10\$ Annuel 16\$ Annuel (avec envoi de journaux) 12\$ Annuel (avec envoi de journaux)
CANADA	AFRIQUE ET ASIE
10\$ Observateur 16\$ Annuel (avec envoi de journaux) 12\$ Annuel (avec envoi de journaux) 100\$ Annuel (avec envoi de journaux)	10\$ Annuel 16\$ Annuel (avec envoi de journaux) 12\$ Annuel (avec envoi de journaux)
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
10\$ Annuel (avec envoi de journaux) 16\$ Annuel (avec envoi de journaux) 12\$ Annuel (avec envoi de journaux) 100\$ Annuel (avec envoi de journaux)	10\$ Annuel 16\$ Annuel (avec envoi de journaux) 12\$ Annuel (avec envoi de journaux)
EUROPE	
10\$ Annuel (avec envoi de journaux) 16\$ Annuel (avec envoi de journaux) 12\$ Annuel (avec envoi de journaux) 100\$ Annuel (avec envoi de journaux)	
Nom/Prénom _____ Compagnie/Entreprise _____ Adresse/Rue _____ Ville/City _____ État/Pays _____	



NERILIA MONDESIR FAIT ENCORE L'HISTOIRE

Première Haïtienne footballeuse professionnelle aux USA

Par Jacques Brave

Son nom résonnera toujours très fort dans les annales sportives haïtiennes, étant celle qui a ouvert une nouvelle page dans l'histoire du football féminin haïtien en particulier !



Nérlia Mondésir en action, dans un marquage serré.

La célèbre jeune Capoise, qui fut, en 2017, la première footbal-

leuse haïtienne devenue professionnelle, à être transférée sous contrat dans le football féminin français, vient de s'engager dans un club de la « North-American World Soccer League » (NAWSL) la « Ligue nord-américaine. Nérlia Mondésir est arrivée

dans le football comme un hasard du destin: le Ministère des

Sports, à l'initiative du ministre Évans Lescoufflair, avait organisé des académies de formation de jeunes, à Croix-des-Bouquets, pour constituer l'ENTS, (Ecole nationale de talents sportifs). Par le biais d'éducateurs formés dans cette optique, il était constitué des ANASPORTS (Académie nationale des sports), qui, elle-mêmes, incluaient des ANA-FOOT, (Académies nationales de football), et qui travaillaient avec les jeunes dans plusieurs disciplines sportives, le football, le volleyball, le judo, le karaté, et ceci progressivement dans toutes les villes de province. Ce projet avait créé un engouement extraordinaire pour beaucoup de disciplines sportives. C'est, d'ailleurs, par le biais de ce programme qu'on a connu des jeunes talents comme Carlens Arcus, Peter Germain, Charles Alerte junior, Guiliano Philippe, Jeff Louis, Charles Hérold junior et tant d'autres sportifs, qui ont apporté au pays beaucoup de satisfaction.

Les jeunes entraîneurs travaillaient dans ce programme, qui avait sa propre école classique où

les jeunes athlètes recevaient une éducation et il fallait être performant aussi bien dans sa discipline

fois que M. Lescoufflair n'était plus ministre, le programme s'arrêtait, jetant les jeunes et leurs



Autre Nérlia Mondésir.

qu'au niveau scolaire. L'un des inconvénients rencontrés avec ces programmes performants, c'est leur continuité. À chaque

parents dans le désarroi. C'est l'une des raisons qui a porté la

Suite en page 4

CNN : DÉBUT DE SIGNE DE VIE DANS DES QUARTIERS À PORT-AU-PRINCE

Mais les gangs armés intensifient leurs attaques

Quels cartiers ont visité les journalistes de ce média américain ?

Suite de la page 6

oix-des-Bouquets, précisément à Duval 30, qui a été l'objet de cette attaque criminelle. La directrice a précisé que l'SOS lancé n'a pas déterminé la PNH à lancer l'inter-

et du bétail, dont 100 porcs, 30 vaches et de nombreuses chèvres, a été emporté. Les gangs contrôlent toujours le campus de l'école Croix-des-Bouquets en date du lundi 5 août».

La directrice de l'Institut Monfort a précisé que l'appel au secours lancé auprès de la PNH n'a pas eu de

policiers kenyans sur le terrain, en Haïti, n'a aucune valeur en termes d'améliorer de la condition sécuritaire. En clair, donc, ce que les trois journalistes de CNN, Caitlin Stephen Hu, Larry Madowo et Evelio Contreras décrivent comme un commencement de la vie normale, les journalistes militants, basés en Haïti voient une aggravation de la situation sécuritaire.

Les malfrats se sont livrés à toutes sortes de violences auxquelles ils sont habitués, malgré la présence de la MMAS. Cette dernière semaine la guerre inter-gang a éclaté, dans la commune de Carrefour. Le gang de Ti-Bwa a lancé une attaque contre son rival de Rivière Froide. Plusieurs membres de ce gang ont été tués, ainsi que le commandant.

Comme pour donner la réplique aux journalistes du CNN, Frantz Duval, rédacteur en chef au quotidien *Le Nouvelliste*, écrit ceci : « De février 2024 à nos jours, la situation générale de la République d'Haïti ne s'est pas beaucoup améliorée ». Plus

loin, dans le même document, il ajoute : « Le nombre de villes qui vivent en paix a diminué et les quartiers de la région métropolitaine de Port-au-Prince qui étaient sous l'em-

textuellement les dernières attaques meurtrières de *Lanmò Sanjou* et ses hommes sur Ganthier et ses environs; ainsi que celle du pillage orchestré contre l'Institut Monfort. La nature



Véhicules agricoles de l'Institut Monfort.

vention ponctuelle qui aurait pu éviter la mise à sac de l'établissement.

La sœur Estinfort a chiffré les dégâts subis à des centaines de milliers de dollars américains. Si les immeubles sont encore intacts, les pertes matérielles sont énormes. Selon elle, « La ferme de subsistance a été saisie, des véhicules ont été volés

suite. Selon toute vraisemblance, si les forces de l'ordre haïtiennes n'ont pas l'habitude de voler au secours des personnes ou des institutions se trouvant sous l'attaque des criminels, la présence de la MMAS n'a pu leur porter à chanter de méthodes. Ce qui fait croire que le déploiement des



Des policiers kenyans à l'intérieur du complexe militaro-police, non loin de l'Aéroport Toussaint Louverture, à Port-au-Prince, Haïti.

prise des bandits le sont encore ».

Pour être vraiment objectif dans l'explication de cette situation, à la lumière de cet article présenté par MM Caitlin Stephen Hu, Larry Madowo et Evelio Contreras, il faut vraiment s'interroger sur les motifs ayant poussé ces hommes à interpréter ainsi les faits qu'ils ont relevés « au Carrefour de l'Aéroport » et peut-être ailleurs. Surtout qu'ils rapportent

de l'article de MM. Hu, Madowo et Contreras pousse à se demander ce qui est à l'origine de cette démarche. En assumant en ces termes, les faits qu'ils racontent, il semble les interpréter, au lieu d'en être les miroirs. Faut-il donc croire à l'existence d'intentions sordides derrière cette œuvre ?

L.J.